

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 16 décembre 2015

Objet n° 4 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mmes Isabelle Durant, Derya Alic, M. Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mmes Joëlle van Zuylen, Barbara Trachte, Berrin Saglam, Asma Mettioui, Bernadette Vriamont, M. Eric Platteau, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Laurette Onkelinx, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Mohamed Reghif, Quentin van den Hove, Bram Gilles, Thomas Eraly, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Saït Köse, Échevin; M. Burim Demiri, Conseiller communal.

#Objet : Taxe sur des emplacements de parage - Exercices 2016 à 2020 - Nouveau règlement - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 26 voix contre 9 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 29 mai 2013 votant la modification du règlement relatif à la taxe sur des emplacements de parage pour un terme de 4 ans, expirant le 31 décembre 2016 ;

Revu sa délibération du 25 septembre 2013 fixant le pourcentage de réduction prévu dans les dispositions de l'article 3 du règlement-taxi sur des emplacements de parage du 29 mai 2013 ;

Vu le Projet du Plan d'action Communal de Stationnement voté par le Conseil Communal du 23 septembre 2015 ;

Considérant que la matière visée par le règlement taxe engendre dans ses alentours immédiats une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publique de la part des services communaux ;

Considérant que la taxe sur les emplacements de parage est pertinente quant au type de redevables: à savoir les propriétaires des immeubles de plus de 10 emplacements desservant des immeubles de bureaux ou affectés à une activité commerciale, industrielle ou artisanale ou d'exploitation, qui ont un patrimoine d'une certaine ampleur et pour lesquels lesdits parkings créent un certain enrichissement ;

Considérant que le prélèvement de cette taxe aux taux proposés tient compte de la capacité contributive des contribuables ; les taux n'influencent pas de manière significative leur activité d'autant plus que, comme la plupart des taxes communales, cela est déductible à titre de charges d'exploitation ;

Considérant la nécessité de favoriser des partenariats entre la Commune et les opérateurs privés pour que soit facilitée l'utilisation des emplacements de parage pendant les heures de fermeture des établissements et ce, afin de remédier aux difficultés de stationnement dans certains quartiers schaarbeekoïses où l'indisponibilité en stationnement, notamment nocturne, est élevée ;

Considérant que l'exonération consentie aux surfaces de parking de moins de dix emplacements se justifie puisque la capacité contributive de ces contribuables sera dès lors aussi moindre ;

Considérant qu'il n'est pas lieu d'exonérer les équipements d'intérêt collectif ou de service public puisqu'il n'existe aucun principe général de droit qui justifierait une exemption fiscale des biens du domaine public et ceux du domaine privé de l'Etat affectés à un service d'intérêt général, seule une loi pouvant prévoir une exemption ou une modération d'impôts, sans qu'il soit prévu d'exception en ce qui concerne l'Etat ;

Considérant que les philosophies ou les cultes reconnus, les hôpitaux ou cliniques gérés par les pouvoirs publics ou subsidiés par eux, les organismes s'occupant, sans but de lucre, de bienfaisance, d'activités d'aide sociale ou de santé ou encore d'activités culturelles ou sportives, et pour autant que ces organismes soient agréés ou subventionnés par les pouvoirs publics, remplissent des missions d'intérêt

général ;

Considérant que les emplacements de parking servant comme stockage de véhicules non immatriculés ou un lieu d'emplacement de leurs propres véhicules utilitaires ne sont pas mutualisables et vu la politique locale poursuivie, ceux-ci ne peuvent donc pas être imposés ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel énonce qu' : « En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire 1988, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs » ;

Considérant la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Vu la situation financière de la commune ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1er décembre 2015;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2016 à 2020, une taxe communale annuelle sur des emplacements de parking.

Sont visées :

1. les surfaces de parking affectées aux bureaux et/ou aux équipements d'intérêt collectif ou de service public ;
2. les surfaces de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou à une activité de production de services matériels ou de biens immatériels ;
3. l'exploitation commerciale d'emplacements de parking.

Article 2

§ 1 - Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par emplacement de parking : une surface délimitée destinée au stationnement d'un véhicule motorisé, située dans un espace clos ou à l'air libre, sur ou dans un bien immobilier, mise à disposition à titre gratuit ou onéreux par toute personne physique ou morale et affectée à l'accueil soit de personnes qui y travaillent quel que soit leur statut, soit de clients, soit de fournisseurs, soit de visiteurs.

§ 2 - Pour l'application des présentes dispositions, le bien immobilier est défini par son affectation urbanistique.

§ 3 - En cas de contestation quant au nombre d'emplacements de parking existants, notamment en cas d'absence de marquage au sol, le calcul se fera en divisant la surface affectée au stationnement renseignée au cadastre et/ou au permis d'urbanisme et/ou au permis d'environnement et/ou au permis mixte par une surface forfaitaire de 13 m² (surface d'un emplacement).

Article 3

Les taux de la taxe pour l'exercice 2016 sont fixés à :

- 105€ par emplacement pour les surfaces de parking desservant des bureaux et/ou aux équipements d'intérêt collectif ou de service public [taux 1];
- 137€ par emplacement pour les surfaces de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou de production de services matériels ou de biens immatériels [taux 2];
- 58€ par emplacement pour l'exploitation commerciale d'emplacements de parking [taux 3].

Ces taux seront majorés au 1er janvier de l'année suivante au taux de 2%, arrondis à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020
[Taux 1]	107€	109€	111€	113€
[Taux 2]	140€	143€	146€	149€
[Taux 3]	59€	60€	61€	62€

Une réduction de 75 % du taux 1 et 2 est accordée aux établissements qui s'engagent dans le processus de mise à disposition d'emplacements de parking (d'au moins 10 heures consécutives) au bénéfice des riverains en dehors des heures d'ouverture normales de leur établissement.

Cette réduction porte exclusivement sur le nombre d'emplacements mis à disposition et est accordée entièrement par exercice quel que soit le mois au cours duquel la mise à disposition est réalisée.

Lorsque dans un même bien, sont rassemblés aussi d'autres emplacements de parking que ceux mis à disposition des riverains, il y a lieu de distinguer les uns des autres au moyen d'une signalisation appropriée. A défaut de signalisation, les emplacements de parking mis à disposition des riverains ne seront pas considérés comme tels.

Chaque engagement en vue d'une réduction de la taxe doit être soumis pour approbation au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 4

La taxe est due par le propriétaire du bien immobilier connexe à la surface de parking, mentionnée à l'article premier. En cas d'emphytéose ou de superficie, la taxe est due solidairement par le tréfoncier et

respectivement, par l'emphytéote et le superficiaire. En cas d'usufruit, la taxe est due solidairement par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

En cas de copropriété, la taxe n'est exigée des copropriétaires qu'à concurrence de la part de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 5

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date de début ou de fin de l'affectation visée à l'article premier.

Article 6

Ne seront pas soumises au présent règlement, les surfaces de parking :

1. de moins de 10 emplacements ;
2. servant aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes, aux hôpitaux, aux cliniques, aux polycliniques, aux dispensaires et œuvres de bienfaisance, à l'exception des surfaces de parking utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales ;
3. qui sont utilisés comme stockage de véhicules non immatriculés pour autant que ceci est spécifié au permis d'urbanisme et/ou au permis d'environnement et/ou au permis mixte ;
4. qui sont utilisés par l'occupant lui-même pour stationner ses véhicules utilitaires en dehors des heures normales d'ouverture.

Article 7

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 10 à 12 du présent règlement.

Article 9

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable peut entraîner l'enrôlement d'office de la taxe sur la base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendriers, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si endéans ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 10

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 13

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe enrôlée, la majoration éventuelle de la taxe et/ou l'amende administrative, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

Article 14

La présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2016 et abroge les délibérations des 29 mai et 25 septembre 2013 visées dans le préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 16 décembre 2015.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 16 december 2015

Voorwerp nr 4 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wvd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Isabelle Durant, Derya Alic, H. Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, Barbara Trachte, Berrin Saglam, Asma Mettioui, Bernadette Vriamont, H. Eric Platteau, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Laurette Onkelinx, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Mohamed Reghif, Quentin van den Hove, Bram Gilles, Thomas Eraly, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Saït Köse, Schepen; H. Burim Demiri, Gemeenteraadslid.

#Objet : Belasting op de parkeerplaatsen - Dienstjaren 2016 tot 2020 - Nieuw reglement - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 26 stem(men) tegen 9 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende zijn raadsbesluit van 29 mei 2013, welke de wijziging van het reglement betreffende de belasting op parkeerplaatsen, stemt voor een termijn van 4 jaar, vervallend op 31 december 2016; Herziende zijn raadsbesluit van 25 september 2013, welke het percentage van vermindering vaststelt, voorzien in de bepalingen van het artikel 3 van het reglement betreffende de belasting op parkeerplaatsen van 29 mei 2013

Gelet het Ontwerp Gemeentelijk Parkeer Actieplan gestemd door de gemeenteraad van 23 september 2015;

Overwegende het feit dat de materie beoogt in dit belastingreglement in zijn onmiddellijke omgeving een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies in de netheid en de openbare veiligheid door de gemeentelijke diensten vraagt;

Overwegende dat de belasting op parkeerplaatsen ook relevant is voor het type van belastingplichtigen, namelijk de eigenaars van gebouwen met parkeerplaatsen van meer dan 10 plaatsen dienen voor kantoorgebouwen of een commerciële, industriële of ambachtelijke activiteit of uitbating, die een patrimonium van een zekere omvang hebben en voor dewelke de genoemde parkings een zekere verrijking creëren;

Overwegende dat de inning van deze belasting aan het voorgestelde tarief rekening houdt met de mogelijkheid om te betalen door de belastingplichtige; de tarieven zullen geen significante invloed op hun activiteiten hebben omdat de meeste gemeentelijke belastingen als operationele kosten wordt afgetrokken;

Overwegende de noodzaak om het partnerschap tussen de Gemeente en privé-ondernemingen te bevorderen zodat het gebruik van parkeerplaatsen tijdens de sluitingsuren van de instellingen wordt vergemakkelijkt zodat er verholpen kan worden aan de parkeerproblemen in bepaalde Schaarbeekse wijken waar de parkeerdruk, met name 's nachts, groot is;

Overwegende het feit dat de parkeerterreinen met minder dan tien plaatsen worden vrijgesteld gerechtvaardigd is omdat de fiscale capaciteit dan de belastingschuldige hierdoor ook minder is;

Overwegende dat het niet nodig is een vrijstelling te verlenen voor de voorzieningen van collectief belang of openbare diensten, omdat er geen algemeen rechtsbeginsel bestaat dat een belastingvrijstelling van het openbare en private domein van de Staat, welke is toegewezen aan een dienst van algemeen belang, zou rechtvaardigen, en omdat alleen een wet over een vrijstelling of belastingmatiging ten aanzien van de Staat kan voorzien;

Overwegende dat filosofieën en erkende erediensten, ziekenhuizen of klinieken beheerd of gesubsidieerd door de openbare machten; de instellingen die zich, zonder winstgevend doel, bezighouden met liefdadigheid, sociale hulp of gezondheidsactiviteiten evenals culturele of sportieve activiteiten, voor zover deze instellingen erkend of gesubsidieerd zijn door de openbare machten; deelnemen aan opdrachten van algemeen belang;

Overwegende de parkeerplaatsen dienende als stockageruimten van niet-ingeschreven voertuigen of stalplaats van de eigen bedrijfsvoertuigen niet omvormbaar zijn en gezien de lokale gevoerde politiek ook niet belastbaar kunnen worden gesteld;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, waarin staat dat: "De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar 1988, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen";

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2015;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2016 tot en met 2020 een jaarlijkse gemeentebelasting gevestigd op parkeerplaatsen.

Worden bedoeld:

1. parkeerplaatsen bestemd voor kantoren en/of voor de voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten;
2. parkeerplaatsen verbonden aan handels-, industriële, ambachtelijke activiteiten of vervaardiging van materiële diensten of immateriële goederen;
3. parkeerplaatsen uitgebaat voor commerciële doeleinden.

Artikel 2

§ 1 - Voor de toepassing van de huidige beschikkingen moet men onder een parkeerplaats verstaan: een afgebakende oppervlakte die bestemd is voor het plaatsen van een gemotoriseerd voertuig in een open of gesloten ruimte, op of in een onroerend goed, gratis of betalend ter beschikking gesteld aan iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon en bestemd voor het onthaal van hetzij personen die er werken ongeacht hun statuut, hetzij klanten, hetzij leveranciers, hetzij bezoekers.

§ 2 - Voor de toepassing van de huidige beschikkingen wordt het onroerend goed gedefinieerd aan de hand van zijn kadastrale referentie.

§ 3 - Bij betwisting van het aantal bestaande parkings, in het bijzonder bij het ontbreken van een markering op de grond, zal de berekening van het aantal parkeerplaatsen gebeuren door de oppervlakte bestemd voor het stationeren vermeld bij het kadaster en/of in de stedenbouwkundige vergunning en/of in de milieuvergunning en/of de gemengde vergunning te delen door een forfaitaire oppervlakte van 13 m² (oppervlakte van een plaats).

Artikel 3

De belastingvoet wordt voor het dienstjaar 2016 vastgesteld als volgt:

- 105€ per parkeerplaats bestemd voor kantoren en/of voor de voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten [aanslagvoet 1];
- 137€ per parkeerplaats commercieel uitgebaat of voor parkeerruimten verbonden aan handels-, industriële, ambachtelijke activiteiten of vervaardiging van materiële diensten of immateriële goederen [aanslagvoet 2];
- 58€ per commercieel uitgebate parkeerplaats [aanslagvoet 3];

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2%, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, volgens onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019	Dienstjaar 2020
[Voet 1]	107€	109€	111€	113€
[Voet 2]	140€	143€	146€	149€
[Voet 3]	59€	60€	61€	62€

Een vermindering met 75%, op de aanslagvoet 1 en 2, wordt toegestaan aan de belastingplichtigen die zich engageren tot het project van het beschikbaar stellen van parkeerplaatsen (minstens 10 opeenvolgende uren) ten behoeve van de buurtbewoners, buiten de normale openingstijden van hun instelling.

Deze vermindering heeft uitsluitend betrekking op het aantal beschikbare parkeerplaatsen en wordt in zijn geheel toegestaan voor het dienstjaar ongeacht de maand waarin de ter beschikkingstelling wordt gerealiseerd.

Wanneer er in één en hetzelfde goed niet alle parkeerplaatsen ter beschikking worden gesteld, is het

aangewezen deze door een aangepaste signalisatie van elkaar te onderscheiden. Bij gebrek aan signalisatie worden alle parkeerplaatsen geacht als niet ter beschikking te zijn gesteld. Ieder engagement met betrekking tot de vermindering van de belasting dient ter goedkeuring worden voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van het onroerend goed waaraan de parkeerplaatsen, bedoeld in artikel 1, behoren. Bij erfpacht of opstal is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de opstalgever en respectievelijk door de erfpachter en de opstalhouder. Bij vruchtgebruik is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de blote eigenaar en de vruchtgebruiker. Bij mede-eigendom, wordt de belasting van de mede-eigenaars geëist volgens ieders aandeel ieder in deze mede-eigendom.

Artikel 5

De belasting is voor het ganse jaar verschuldigd welke ook de datum van aanvang of de datum van stopzetting van de bovenvermelde bestemming in artikel één wezen.

Artikel 6

Worden niet aan bijgaand reglement onderworpen, de parkeerruimten:

1. minder dan 10 parkeerplaatsen;
2. welke ten dienste staan van de erediensten, aangeduid door de wet op het wereldlijke der erediensten, de hospitalen, de klinieken, de poliklinieken, de dispensaria en weldadigheidswerken met uitzondering van de parkeerplaatsen gebruikt in het kader van winstgevende of handelspraktijken;
3. welke gebruikt worden als stockage van niet-ingeschreven voertuigen in zoverre dit vermeld is in de stedenbouwkundige vergunning en/of in de milieuvergunning en/of de gemengde vergunning;
4. welke gebruikt worden buiten de normale openingstijden, voor het stallen van de bedrijfsvoertuigen van de gebruiker.

Artikel 7

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd, uiterlijk op 31 december van het jaar dat zijn naam geeft aan het dienstjaar. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende dienstjaar. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohierungen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 8

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 10 tot 12 van dit reglement.

Artikel 9

Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige kan de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 10

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 11

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 12

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 13

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting, de eventuele verhoging van de belasting en/of de administratieve boete, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 14

Dit reglement treedt in voege op 1 januari 2016 en herroept de in de inleiding bedoelde raadsbesluiten van 29 mei en 25 september 2013.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 16 december 2015.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter